

HAÏTI - Plusieurs milliers de personnes participent à une soirée de mobilisation contre les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifique)

Pierre Gotson, AlterPresse

mercredi 17 octobre 2007, mis en ligne par [Dial](#)

Port-au-Prince, 15 octobre 2007 - [AlterPresse](#) - Plusieurs milliers de personnes ont pris part, le 14 octobre, à Port-au-Prince, à une soirée culturelle de mobilisation contre les Accords de Partenariat Économique (APE) entre l'Union Européenne et les pays de l'Afrique Caraïbe Pacifique (ACP), a constaté AlterPresse.

Sous le thème « Quel partenariat ? Pour quel développement ? », cette soirée, qui s'est déroulée à la Place Jérémie (secteur sud-est de la capitale), a été convoquée par un regroupement d'organisations sociales sous la dénomination : « Bare Ape » (halte aux Ape).



Plusieurs groupes chorégraphiques et musicaux, dont le célèbre « Boukman Eksperyans », ont animé la soirée, alors que des panneaux d'informations étaient dressés à des endroits stratégiques pendant que des militants, portant des t-shirts au slogan « Bare Ape », distribuaient divers feuillets dans la foule.

« Nous sommes contre la vente du pays », lance le leader de « Boukman Eksperyans », le chanteur Théodore Beaubrun, dit Lòlò, qui ne mâche pas ses mots. Il parle de tentative de « liquidation » d'Haiti par les dirigeants en place.

« Nous sommes contre les Ape », martèle pour sa part la chanteuse Mimerose Pierre Beaubrun, surnommée Manzè, le poing levé, haranguant la foule de jeunes et moins jeunes, venus de divers coins de la capitale et de quelques régions de province.

Les uns dansant à tue-tête, les autres esquissant quelques pas de danse racines, les participants reprennent allègrement les slogans lancés.

« La majorité des personnes présentes ici ce soir, expriment clairement leur refus des Ape », souligne Ricot Jean-Pierre, un des dirigeants de la Plate-forme Haitienne de Plaidoyer pour un Développement

Alternatif (Papda).

Interrogé par AlterPresse, Jean-Pierre précise que la soirée vise essentiellement à « informer, sensibiliser et mobiliser » les gens contre ces accords, dont la signature est prévue avant la fin de cette année. Le spectacle entre dans le cadre de toute une série d'activités prévue, dont une marche à Port-au-Prince ce 16 octobre, précise-t-il, alors qu'une réunion ministérielle caribéenne a lieu à Port-au-Prince, entre autres, sur la question des Ape.

Le dirigeant de la Papda informe que durant la journée du 15 octobre, environ 7000 personnes ont signé une pétition nationale contre les Ape.

Ce document, qui compare les accords incriminés à ceux de la Zone de Libre Échange des Amériques (Zlea), demande à l'État haïtien de ne pas parapher les Accords de Partenariat Économique. Ces derniers permettront simplement aux entreprises transnationales d'Europe « de se servir des pays Acp comme marché », ajoute-t-il.

« Ce projet va occasionner le chômage de 250.000 producteurs de café, plusieurs milliers de producteurs de mangues et 300.000 planteurs et producteurs de riz », soutient la pétition.

Réagissant aux activités lancées par des organisations sociales autour des Ape, le chef de la Délégation de la Commission Européenne en Haïti, Francesco Gosetti, se réjouit du débat initié.

Mais, estime-t-il dans une lettre adressée à AlterPresse, « la négociation des accords de partenariat est une occasion unique pour le pays (Haïti) qui, en s'appuyant sur la solidarité des pays de la région Caraïbe, peut non seulement redéfinir le régime de ses échanges commerciaux mais également renforcer les liens avec ces derniers et s'inscrire dans le cadre d'une intégration régionale forte et active ».

Selon l'ambassadeur, ce dispositif pourrait aider à corriger le régime de protection du marché haïtien « particulièrement généreux et ouvert à la concurrence internationale, avec des conséquences parfois négatives pour la production nationale, notamment celle du secteur agricole (riz, sucre, etc...) ».

La coalition « Bare Ape » comprend 9 organisations et réseaux dont la Plateforme de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), la Solidarité des Femmes Haïtiennes (SOFA), l'organisation paysanne Tèt Kole (Union) et le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH).

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article6517>